

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 mai 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 34, 35, 40, 64, 70, 72, 86, 114 et 135 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Prévention des conflits armés

**Conflits prolongés dans la région du Groupe
GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

Consolidation et pérennisation de la paix

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Promotion et protection des droits de l'homme

L'état de droit aux niveaux national et international

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

**Lettre du 24 mai 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris pour réaffirmer une fois de plus que nous protestons vigoureusement contre la diffusion continue par l'Arménie de divers documents émanant d'une entité dépourvue d'existence légale et de ses soi-disant représentants. De tels documents sont nuls et nonavenus par définition, puisqu'ils résultent d'une imposture évidente, procèdent de la propagande de guerre et encouragent le règne du non-droit. La lettre du Représentant permanent de l'Arménie datée du 6 mai 2021 (voir [A/75/877-S/2021/440](#)) est le dernier exemple en date de cet ignoble mensonge commis au mépris de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Les tentatives de l'Arménie visant à désigner sous différents faux noms des localités situées sur le territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan sont tout aussi nulles, puisqu'elles entrent manifestement en contradiction avec le droit international, la Constitution et la législation de l'Azerbaïdjan, ainsi que les principes et procédures de normalisation internationale des noms géographiques en vigueur



dans le système des Nations Unies. L'Agence nationale de géodésie et de cartographie d'Azerbaïdjan a recensé au moins 125 de ces faux noms, qui ne sont que pure fiction et n'existent que dans l'imagination des dirigeants arméniens. La liste officielle des noms géographiques d'Azerbaïdjan figure en annexe de du rapport soumis au Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques¹.

L'Azerbaïdjan considère la diffusion de récits historiques fallacieux, la publication de documents fabriqués de toutes pièces au nom d'une entité inexistante et la désignation sous différents faux noms de localités situées sur le territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan comme une tentative de saper l'accord trilatéral du 10 novembre 2020, une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et une menace contre les droits et les intérêts légitimes de son peuple, avec toutes les conséquences qui en découlent au regard de la Charte des Nations Unies et du droit international, desquelles l'Arménie portera l'entière responsabilité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35, 40, 64, 70, 72, 86, 114 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Yashar Aliyev

¹ Voir [GEGN.2/2021/CRP.134](#) (22 avril 2021).